

LES DIAFOIRUS DU COUT SALARIAL

Dans une polémique peu charitable contre deux collègues traités de "docteurs en rationnement" parce qu'ils prônent la réduction de la durée du travail, Fabrice Hatem présente en un raccourci saisissant les impases du prêt-à-penser de l'élite économique-administrative (*Libération* du 18 octobre).

1. Le coût salarial français est trente fois supérieurs au chinois, donc la réduction de nos coûts est la seule issue contre le chômage.
2. La contre-expérience allemande est improvisée et condamnée à terme.
3. La France fait déjà le maximum pour accroître la productivité, donc elle ne peut réduire ses coûts qu'en dévaluant ou en diminuant le coût salarial.
4. Dans ce coût, un tiers va au financement de la protection sociale. Il faudrait soit taxer autre chose, soit réduire cette dépense publique.
5. Or la protection sociale est inefficace et hypertrophiée, comme dans la peu enviable Suède.

Ergo : c'est cela (la Protection Sociale) qu'il faut réduire pour vaincre la Chine et, *ipso facto*, le chômage : "Le partage du travail sera alors inutile".

Dans ce discours à la Thomas Diafoirus (le médecin de Molière), il n'y a pas un enchaînement logique qui se tienne, et la conclusion frise l'absurde. Comment, en supprimant "un tiers du coût salarial", la France deviendrait-elle compétitive avec la Chine où il est "trente fois plus bas" ? Qui donc, lorsque tous les salariés du monde seront payés comme les Chinois, pourra consommer la production mondiale (et même chinoise) ? Les Docteurs Diafoirus nous mènent à la crise des années 30, puissance 10. Mais voyons les failles de leurs "raisonnements".

* *L'argumentation par malédiction* (points 2 et 5). Je préfère être Français qu'Allemand ou Suédois (à cause du vin et du soleil), mais j'envie aux Allemands leurs 35 heures et leur plus faible chômage, aux Suédois une protection sociale extraordinaire et la presque-absence d'exclus.

* *L'élimination a priori des solutions tabous* : la dévaluation (point 3), la réforme du financement de la protection sociale (point 4). Une part consistante de la compétitivité asiatique repose sur la sous-évaluation de la monnaie. Une réforme du financement de la sécurité sociale (vers la TVA ou l'impôt sur tous les revenus) permettait de supprimer la prime actuelle aux importations.

* *L'élimination des questions tabous* (points 1,3,4). Si le "coût salarial" est trop fort, pourquoi est-ce précisément le "coût de la protection sociale" qui est excessif (et non le coût de la vie) ? Si le coût de la production française est trop élevé, pourquoi ne serait-ce pas la faute du coût patronal (20% en 1982, 42% aujourd'hui) ? Si notre problème est la concurrence chinoise, pourquoi ne pas fermer notre porte aux produits chinois, et vivre heureux ?

* *L'oubli de la complexité et le renversement de la hiérarchie des problèmes*. Les partisans de la réduction de la durée du travail ont parfois le tort de réduire la crise aux gains de productivité non redistribués. Notre Diafoirus ne voit que la concurrence des nouveaux pays industrialisés. Du moins les premiers soulignent-ils un problème structurel du capitalisme, alors que la menace des "nouvelles industrialisations" est par définition transitoire (la Corée s'apprête à dépasser le Portugal) et partielle (le secteur vraiment exposé à la concurrence du tiers monde n'est qu'une petite partie de l'emploi en France).

On comprend que les panacées des Diafoirus (*Primea : saignare, ensuite : purgare*) laissent de marbre les malades. Face à un problème complexe, une solution complexe s'impose :

- et la réduction massive de la durée du travail,
- et la réforme fiscale,
- et la redistribution des revenus,
- et la création d'emplois d'utilité sociale et d'initiative locale,
- et les clauses écologiques et sociales sur le libre échange, les écotaxes et sociotaxes.

Alain LIPIETZ
Economiste